

Il peut s'agir d'une collaboration d'urgence, comme dans le cas de l'aide alimentaire de 12 millions de dollars offerte par le Canada à la Pologne ou des 30 millions de dollars que nous avons contribués pour appuyer la devise polonaise pendant le passage de ce pays au libéralisme économique.

Il peut s'agir également d'une coopération à long terme, offerte pour aider les gouvernements de l'Europe de l'Est à acquérir les connaissances leur permettant de diriger une démocratie et une économie moderne. Nous pensons par exemple à la formation des cadres et à l'aide dans le domaine de la statistique. Celles-ci sont importantes, tout comme l'intégration progressive au système financier de l'Ouest, comme le démontre la proposition du Premier ministre voulant que l'URSS reçoive le statut d'observateur au sein du GATT, son voeu que M. Gorbatchev rencontre l'hôte du Sommet économique et l'intention du Canada de faire partie de la nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe.

Il y a un quatrième principe qui est aussi important que tous les autres, sinon davantage.

Il s'agit du besoin primordial de stabilité. Je ne parle pas d'une stabilité qui serait une fin en soi. Je ne parle pas d'une simple stabilité militaire; je parle d'une stabilité sur les plans politique et économique ainsi que dans le domaine de la sécurité. Et je parle d'une stabilité qui doit servir à amener des changements. La stabilité est la pierre angulaire grâce à laquelle de nouvelles structures peuvent être bâties avec confiance.

Nous devons reconnaître qu'à une époque où tout semble en effervescence, il y a des avantages à conserver ce qui est toujours valable, à revivifier les institutions qui nous ont rendu de bons services, au lieu de les rejeter aveuglément et prématurément.

Et plus que jamais il est avantageux d'avoir recours à une coordination et une consultation bien réfléchies. Dans notre hâte de rebâtir l'Europe, nous ne pouvons nous permettre l'individualisme ou l'unilatéralité, pas plus que nous pouvons contempler l'isolationnisme ou la quête d'avantages unilatéraux.

Le besoin de stabilité doit s'étendre aux mesures de sécurité.

Même M. Gorbatchev, qui prônait à une époque l'abolition de l'OTAN, reconnaît maintenant l'utilité de cette organisation puisque celle-ci offre un élément de certitude à une époque où s'opèrent de grands changements. La lutte pour la prospérité et la démocratie sera vaine si l'on permet à l'insécurité de s'installer. Cela veut dire qu'il faudrait procéder à des réductions des capacités militaires dans le cadre d'accords négociés. Cela signifie également qu'il ne doit y avoir aucun décalage entre les négociations elles-mêmes et la volonté politique, et que nous devons saisir l'occasion qui se présente à nous d'accroître la sécurité en recourant à des niveaux d'armements infiniment plus bas.